



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES DE PARIS-SACLAY

SERVICES DES MARCHES ET ACHATS

CEA/P-SAC/SMA/BEPII/B24-06474

**REGLEMENT DE CONSULTATION DU 20/12/2024
PROCEDURE ADAPTEE**

PRESTATION DE CONTROLE DE GESTION DU DIN

DATE DE LA REUNION D'INFORMATION :

le 09/01/2025 à Saclay

deux jours calendaires au minimum avant la date ci-dessus, veuillez prendre rdv auprès de :

Sandrine NGUYEN tel : 01.69.08.98.74 sandrine.nguyen@cea.fr

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES : le 15/01/25 avant 16h00

**LES DOSSIERS SERONT REMIS EXCLUSIVEMENT SOUS FORME DEMATERIALISEE SUR LA
PLATEFORME PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)**



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

CONTACTS

La présente procédure d'appel d'offres est gérée par :

Mme Camille MORZADEC Service des Marchés et Achats/BEP II

- Tel : 01 69 08 55 38
- Adresse mail : camille.morzadec@cea.fr

En cas d'absence, vous pouvez contacter :

Mme Marylise RIOU Service des Marchés et Achats/BEP II

- Tel : 01 69 08 39 20
- Adresse mail : marylise.riou@cea.fr

INFORMATIONS EN COURS DE PROCEDURE

Afin d'être informés en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur le site de la plateforme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

SOMMAIRE

1 - OBJET.....	4
2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	5
3 - PROCEDURE	6
4 - CONTENU DES PLIS	9
5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
6 - CONFIDENTIALITE	12
<i>ANNEXE FINANCIERE.....</i>	13
<i>DOCUMENTS ADMINISTRATIFS</i>	14
<i>ANNEXE B: FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE.....</i>	15



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

1 - OBJET

1.1 - Généralités

En tant que pouvoir adjudicateur, le CEA est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018 -1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

La présente consultation est passée selon la **procédure adaptée** en application de l'article R2123-1 et R2131-13 du décret du 3 décembre 2018.

Aucune indemnité ne sera versée pour la remise des offres.

1.2 - Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure formalisée ayant pour objet la prestation de contrôle de gestion du DIN du CEA LIST.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L1111-1 à 5 de l'ordonnance du 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

La réponse au présent cahier des charges devra clairement faire apparaître 2 parties :

- une première partie relative à l'organisation et aux moyens mis en œuvre pour l'exécution du Marché,
- une deuxième partie relative à la réponse technique et financière que l'entreprise s'engage à fournir pendant la durée du Marché.

1.3 - Contenu des prestations

Ce contrat sera conclu avec un seul attributaire, et définira les conditions générales d'exécution des prestations pour une durée de 8 mois fermes à compter de la date d'entrée en vigueur du marché.

Le contenu des prestations est détaillé dans le projet de marché.

La date prévisionnelle de démarrage de la prestation est fixée au 03/02/2025.

1.4 - Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

A défaut, le CEA considérera l'offre comme irrégulière.



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

1.5 - Groupement momentané d'entreprises

Le candidat pourra être soit une entreprise individuelle, soit un groupement momentané d'entreprises mais le CEA n'aura qu'un seul interlocuteur qui sera le mandataire.

En aucun cas une entreprise ne pourra cumuler une candidature en tant que :

- candidat individuel et membre d'un groupement,
- membre de plusieurs groupements que ce soit en tant que mandataire ou co-traitant,

Sauf cas particuliers définis à l'article R2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée en cours de procédure.

En cas de constitution d'un groupement, pour la bonne exécution du marché, celui-ci devra adopter la forme d'un groupement solidaire ou, à défaut, d'un groupement conjoint avec solidarité du mandataire préalablement à la signature du marché.

Chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-après (art. CONTENU DES PLIS).

1.6 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du CEA l'acceptation de chaque sous-traitant.

Pour toute déclaration de sous-traitance, au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre, le candidat fournit au CEA le « formulaire de demande d'acceptation de sous-traitance » joint en Annexe A – Documents administratifs.

1.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

1.8 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre. Le caractère des prix est défini dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation. Les prix incluent toutes les sujétions définies dans le projet de marché.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans le règlement d'appel d'offres, le soumissionnaire doit avoir procédé aux vérifications préalables conformément à l'article 4.1 des CGA pour établir son prix de manière forfaitaire.

2 - DOCUMENTS APPLICABLES



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

2.1 - Liste des documents applicables

En complément des modalités particulières fixées dans le présent règlement de consultation, la présente consultation est régie, dans l'ordre décroissant de priorité par les documents applicables listés dans le projet de marché B24-06474-CM.

Ces documents sont disponibles sur simple demande adressée par écrit au Service des Marchés et Achats à l'exception des Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA ainsi que du Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) qui sont téléchargeables sur le site CEA à l'adresse suivante :

<http://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx>

2.2 - Acceptation des documents applicables

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

3 - PROCEDURE

3.1 - Les étapes de la procédure

3.1.1 - Le calendrier de la procédure

Le tableau ci-dessous présente les dates et délais des différentes étapes de la procédure. Chaque étape est explicitée dans les paragraphes suivants.

Etapes de la procédure	Date ou délais
Réunion d'information : envoi des coordonnées des personnes (nom, prénom, entreprise, adresse mail)	Prise de rdv au minimum 2 jours calendaires avant
Réunion d'information par visioconférence	Le <u>09/01/2025 à 11h00</u>
Questions des soumissionnaires	Au plus tard 7 jours avant la date de remise des plis
Modification du DCE par le CEA	Au plus tard 5 jours avant la date de remise des plis
Remise des plis par les soumissionnaires (candidatures + offres)	Au plus tard le 15/01/2025 à 16H00
Réunion d'information	Le 09/01/2025 à 11h00



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

Questions complémentaires du CEA	Pendant toute la durée de la procédure
Présentation des offres conformes	Eventuellement, serait organisée entre le 20/01/2025 et le 24/01/2025
Demande du CEA de présentation des offres par les soumissionnaires	Avec un préavis de 5 jours ouvrés

3.1.2 - Avant la date de réception des plis

3.1.2.1 Réunion d'information

Chaque soumissionnaire est tenu de participer à une réunion d'information d'une durée de 2 heures maximum, au cours de laquelle des informations seront communiquées sur le contenu de la prestation à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail. Le soumissionnaire pourra envoyer via la plateforme de dématérialisation PLACE des questions préliminaires à cette réunion.

La réunion de présentation se tiendra soit dans les locaux du CEA Paris-Saclay soit par visioconférence.

Pour ce faire, le soumissionnaire devra prendre l'initiative de contacter le CEA, la prise de rendez-vous se faisant par e-mail ou par téléphone auprès de la (des) personne(s) suivante(s) :

Sandrine NGUYEN

Tel : 01.69.08.98.74

Adresse mail : sandrine.nguyen@cea.fr

Le soumissionnaire est tenu de communiquer 2 jours calendaires avant la date de la réunion les coordonnées de chaque participant en retournant la liste de renseignements jointe dans l'Annexe A – Documents administratifs.

Cette réunion devra impérativement avoir lieu aux dates fixées ci-dessus.

A défaut de participation à cette réunion, le soumissionnaire concerné est réputé avoir renoncé à participer à la présente consultation.

3.1.2.2 Questions des soumissionnaires

Préalablement à la remise des plis, les soumissionnaires sont autorisés à poser des questions complémentaires dans le délai mentionné dans le tableau ci-dessus.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié de s'adresser par écrit au Service des Marchés et Achats exclusivement par écrit et par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Afin d'assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques, le CEA s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque soumissionnaire et à communiquer les



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

réponses aux autres entreprises, sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire concerné.

3.1.2.3 Modifications du dossier de consultation par le CEA

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard dans le délai indiqué dans le tableau supra, des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

3.1.3 - Après la date limite de réception des plis

3.1.3.1 Questions du CEA

A l'issue de la remise des offres, le CEA se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux soumissionnaires afin de clarifier leur offre. Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur offre pourra être écartée de la procédure.

3.1.3.2 Présentation des offres

Le CEA se laisse la possibilité de demander aux soumissionnaires, dont l'offre a été jugée conforme, de faire une présentation orale de leur proposition. Cette présentation vise à permettre au CEA de s'assurer que l'expression du besoin décrite dans ses Spécifications Techniques a bien été comprise par le soumissionnaire.

En cas de groupement d'entreprises, le représentant de chaque membre du groupement est tenu de faire la présentation orale du domaine dont son entreprise a la charge en tant que membre du groupement.

La date de la réunion de présentation sera notifiée, par le CEA, avec un préavis de **5** jours ouvrés. Le CEA transmettra à chaque soumissionnaire une liste de questions complémentaires. Celui-ci sera tenu d'envoyer les réponses aux questions par courrier électronique au plus tard **deux jours** avant la tenue de la réunion. Ces réponses seront discutées en séance.

La réunion de présentation se tiendra soit dans les locaux du CEA Paris-Saclay sur le site de Nano-Innov, soit par visio-conférence pendant une durée de **2** heures au maximum et sera limitée à **3** intervenants par soumissionnaire (ou **6** en cas de groupement d'entreprises). Elle se déroulera selon le planning suivant :

- ◇ présentation succincte des participants et de l'entreprise
- ◇ présentation technique de l'offre
- ◇ questions du CEA/réponses de l'entreprise.

Les documents qui illustreront l'exposé du soumissionnaire seront présentés en séance. L'ensemble des documents présentés par l'entreprise seront remis au CEA à la fin de la présentation sous forme électronique (clé USB) et papier (en 2 exemplaires).

Tout soumissionnaire est tenu de participer à cette présentation à la date convenue avec le CEA sous peine d'être écarté de la procédure. Le soumissionnaire écarté ne pourra prétendre à aucune indemnisation.



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

3.1.3.3 Négociation

Le CEA se laisse la possibilité de négocier par oral ou par écrit avec l'ensemble des soumissionnaires ou d'attribuer le marché sans négociation si les offres remises sont jugées financièrement acceptables et en parfaite adéquation avec les Spécifications Techniques.

La négociation pourra notamment porter sur le prix, la qualité ou les garanties de bonne exécution du marché et donnera lieu à une offre finale.

A l'issue des négociations, les soumissionnaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

3.2 - Date limite de réception des plis

Les plis des soumissionnaires devront être réceptionnés par le CEA au plus tard à la date figurant dans le tableau *supra*, la date et l'heure de la fin du téléchargement sur la plateforme PLACE faisant foi. Tout dossier reçu après la date mentionnée ci-dessus sera considéré comme remis hors délai et écarté de la procédure.

3.3 - Forme de remise des plis

Les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leurs plis par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les modalités de remise sont indiquées dans l'Annexe B intitulée « forme de remise des dossiers ».

3.4 - Suite de la procédure

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueux la consultation s'il n'a pas obtenu d'offres ou si aucune des offres reçues ne lui paraît acceptable, régulière ou appropriée,
- de ne pas donner suite à la consultation.

4 - CONTENU DES PLIS

La réponse à la présente consultation, rédigée en langue française, sera composée impérativement d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre, incluant les éléments suivants :

4.1 - Documents remis au titre de la candidature

Le dossier de candidature sera obligatoirement composé des éléments suivants :

- a. une [fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial](#) pour le dossier (nom, mail, adresse, numéros de téléphone),
- b. le [formulaire DC1](#) (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ,

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

- c. le [formulaire DC2](#) (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) et tous les justificatifs demandés dans ce document ou tout autre document équivalent contenant l'ensemble des informations demandées dans le formulaire ainsi que les justificatifs précédemment mentionnés.
- Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- d. en cas de groupement d'entreprises, une [lettre d'habilitation du mandataire](#) par ses co-traitants,
- e. à titre informatif, un [extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés](#) (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de 3 mois,
- f. lorsqu'il appartient à un groupe, une [attestation certifiant de son autonomie commerciale](#) et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
- g. les [attestations d'assurance](#) civile, professionnelle, en cours de validité,
- h. la copie du ou des [jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire](#),
- i. les [attestations et certificats fiscaux et sociaux](#) datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents,
- j. le [chiffre d'affaires](#) des trois dernières années, ainsi que le chiffre d'affaires réalisé avec l'ensemble du CEA d'une part et le CEA Paris-Saclay d'autre part,
- k. la [répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité](#),
- l. les [noms des sous-traitants](#) susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution du marché, ainsi que la nature et le volume des prestations sous-traitées.
- m. un dossier présentant les [capacités de l'entreprise](#) qui devra détailler :
- l'organisation de la société pour répondre au besoin,
 - les moyens humains dans la thématique décrite dans le CDC,
 - les références pour des opérations similaires exécutées dans les trois dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des opérations effectuées.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du décret supra, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Tous les soumissionnaires sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

4.2 - Documents remis au titre de l'offre

Le dossier d'offre sera obligatoirement composé des éléments suivants :



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

4.2.1 - Pièces administratives et commerciales :

- a. le [projet de marché](#), dûment complété de façon manuscrite, paraphé et signé attestant de l'acceptation de ses termes par le soumissionnaire,
- b. une [proposition financière](#) selon l'annexe financière jointe au DCE. Le défaut de remise de la décomposition des prix selon le formalisme demandé constitue un motif d'irrégularité de l'offre.

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre et suivant les stipulations mentionnées dans le projet d'accord-cadre joint au présent dossier de consultation. Ils incluent toutes les sujétions définies dans ce dernier.

4.2.2 - Dossier technique

Une [proposition technique](#) précisant les dispositions que l'entreprise s'engage à adopter pour l'exécution de la prestation. Les soumissionnaires devront notamment apporter la démonstration de la conformité des prestations proposées de leur offre par rapport aux Spécifiques Techniques du CEA. Une simple redite des Spécifications Techniques n'est pas recevable, le soumissionnaire devant justifier l'ensemble de ses services. Cette offre technique sera chapitrée de la manière suivante :

Qualité de l'offre et organisation détaillant les éléments d'organisation et les process mis en place tant au niveau de la gestion de l'accord que de la réalisation des marchés subséquents. Cette proposition technique sera accompagnée d'un [plan particulier préliminaire d'assurance de la qualité](#) précisant les dispositions spécifiques mises en œuvre. Seront notamment abordés :

- La compréhension globale du besoin défini par le CEA.
- La méthodologie pour la réalisation des prestations, le soumissionnaire décrira de manière détaillée la démarche type et les méthodes employées pour réaliser les prestations.
- L'organisation interne mise en place pour piloter et réaliser les prestations au quotidien, mais également en période de congés ou d'activité plus importante.
- la [convention de groupement](#) dûment signée le cas échéant.
- la [sous-traitance](#) : les entreprises devront indiquer la nature, le volume et le montant des prestations qui seraient sous-traitées, la liste des sous-traitants envisagés, accompagnée des demandes d'acceptation de sous-traitants conformes au modèle joint dans l'Annexe A – Documents administratifs.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat (s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant (s) proposé (s).

Le Titulaire retenu présentera obligatoirement et préalablement tout sous-traitant à l'acceptation du CEA tout au long de la réalisation de la prestation en se conformant expressément au cadre fourni en annexe.

Description des moyens humains et matériels mis en œuvre pour répondre aux besoins exprimés dans le cahier des charges incluant les éléments suivants :

- la présentation des différents profils (**anonymes**) susceptibles d'être affectés à l'exécution du marché avec démonstration probante de l'adéquation de ces profils avec les différents types de



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

prestations à réaliser. **[NOTA : IL EST FORMELLEMENT INTERDIT DE REMETTRE DES CV NOMINATIFS SOUS PEINE DE SE VOIR EXCLU DE LA PROCEDURE],**

- la description de l'expérience de chaque profil proposé au travers des différentes prestations déjà réalisées dans le domaine du contrôle de gestion dans différents établissements publics ou privés.

5 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 - Candidatures

Pour les candidatures : après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, les candidatures seront jugées d'après les critères suivants :

- la capacité juridique et financière de l'entreprise,
- la capacité professionnelle : qualifications, moyens humains, matériels, compétences et références dans le domaine du contrôle de gestion et plus particulièrement dans un EPIC (Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial).

Les offres dont la candidature est jugée conformes seront notées sur la base des critères pondérés suivants :

- Critère 1 : Adéquation de l'organisation proposée pour la réalisation des prestations, qualité de l'offre technique et pertinence des profils proposés notamment au travers des CV - pour **60 points**
- Critère 2 : le prix pour **40 points**.
 - Le CEA procédera à l'analyse financière des offres sur la base d'une moyenne des taux journaliers pondérée par type de profil, conformément à l'annexe financière

Conformément à l'article R. 2161-4 du code de la commande publique le CEA s'autorise à examiner les offres avant les candidatures.

6 - CONFIDENTIALITE

6.1 - Dispositions à respecter par les soumissionnaires

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur offre. Toute autre diffusion d'information émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les entreprises consultées sont tenues de respecter le caractère confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur réponse à la présente consultation.



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

ANNEXE FINANCIERE

Le cadre de décomposition des prix figure dans le fichier Excel « annexe financière ».



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

- L'annexe A comprend les formulaires de Demande d'Acceptation de sous-traitance (DAST) pour la sous-traitance de rang 1 et de rang 2 : en cas de sous-traitance identifiée, le soumissionnaire inclut dans sa réponse à l'appel d'offres le(s) formulaire(s) DAST dûment complété(s).

Une notice explicative accompagne ces 2 formulaires.



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

ANNEXE B: FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

Cette annexe renseigne les soumissionnaires sur les modalités et l'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour utiliser la plateforme PLACE :

1) Le soumissionnaire doit s'inscrire sur PLACE ou disposer d'un compte :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur « PLACE ». Pour cela, nous vous invitons à vérifier les pré-requis techniques disponibles depuis la page d'accueil de PLACE et de vous munir de votre n° de SIRET.

Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Afin d'être informé en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation. Les téléchargements anonymes ne permettent pas de bénéficier de manière automatique des informations publiées par le CEA en cours de procédure.

2) Le soumissionnaire doit anticiper toutes les éventuelles difficultés de téléchargement et respecter les modalités imposées par le présent règlement :

Pour toute question, vous pouvez vous référer à :

- la rubrique « Aide » de PLACE,
- contacter le support informatique de la Plateforme des Achats de l'Etat au 01 76 64 74 07.

1. Constitution des enveloppes électroniques

Les enveloppes de candidature et d'offre doivent se présenter sous la forme d'un fichier unique **au format.zip** contenant les éléments mentionnés dans le règlement de consultation. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- format Word (.docx),
- format Acrobat (.pdf),
- format Excel (.xlsx).

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier (par exemple : projet de marché.doc).

Le nom donné à l'enveloppe électronique de candidature sera ref-xxxx-yyyy-candidature.zip où :

- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.

Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera ref-xxxx-yyyy-offre.zip où :

- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

2. La co-traitance

Dans le cas de co-traitance, les éléments qui le nécessitent (attestation sur l'honneur ...) seront signés par l'ensemble des entreprises co-traitantes, à l'aide de l'outil de signature disponible gratuitement en téléchargement sur la plateforme. Les fichiers .zip ainsi créés (contenant les fichiers et les signatures) seront insérés dans les enveloppes zip de candidature ou d'offre. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plateforme en utilisant son certificat.

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue (les envois précédents ne seront pas ouverts).

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

4. Possibilité de remettre une copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, remise dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" doit être envoyée dans les délais impartis de réception des offres à l'adresse suivante :

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
Bureau du courrier (bât. 464)
Pour le Service des Marchés et Achats - PC 98
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'il est détecté un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais impartis de réception ou bien n'a pas pu être ouverte par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de réception).

5. Les questions relatives à la consultation

Les questions d'ordre administratif, commercial ou technique, concernant la consultation seront posées via la plateforme en cliquant sur l'appel d'offres voulu sur le lien « poser une question ».

Avant de pouvoir poser une question, les soumissionnaires doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme,
- renseigner leur identité.

Nota bene : il est indispensable de bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse sera utilisée par le CEA pour répondre à la question.



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Règlement de Consultation référencé :
B24-06474-CM

Il est rappelé que les mêmes questions peuvent être adressées à l'adresse de l'acheteur en charge du dossier.

6. Les échanges par voie dématérialisée avec les entreprises

Après l'ouverture des offres relatives au présent appel d'offres, le CEA pourra communiquer avec les soumissionnaires via la « messagerie sécurisée » de la plateforme pour les soumissionnaires inscrits.